

Paris et Saint-Denis prises pour cibles, la chronologie des événements

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

20 novembre 2015

ATTENTATS

Vendredi 13 novembre dans la soirée, des terroristes lancent plusieurs attaques coordonnées en plein cœur de Paris. Au moins 129 tués et 352 blessés.

21 h 20 : porte D du Stade de France, en plein match France-Allemagne, un premier kamikaze fait sauter son gilet d'explosifs. Avec lui, un passant est emporté par la mort ;

21 h 25 : depuis une Seat noire, des assaillants tirent à la kalachnikov sur des clients attablés au bar le Carillon et à la terrasse du restaurant Le Petit Cambodge. Ils feront 15 morts et laisseront une dizaine de victimes en urgence absolue ;

21 h 30 : deuxième déflagration près du Stade de France, cette fois porte H, rue Jules-Rimet. Un autre kamikaze se fait exploser ;

21 h 32 : le bar la Bonne Bière subit à son tour un assaut. À bord du même véhicule, les tireurs font 13 victimes, dont 5 morts ;

21 h 36 : les mêmes assaillants s'en prennent aux clients du restaurant La Belle Équipe et causent la mort de 19 personnes ;

21 h 40 : plusieurs clients du bar Le Comptoir Voltaire sont blessés suite au déclenchement du gilet d'explosif d'un troisième kamikaze. Au même moment trois hommes entrent au Bataclan, munis d'armes de guerre. En plein concert, ils tirent en rafale dans la foule avant de prendre en otage les rescapés ;

21 h 53 : toujours près du Stade de France, le corps d'un troisième

kamikaze est retrouvé ;

00 h 20 : des équipes de la Brigade de Recherche et Intervention (BRI) et du RAID donnent l'assaut. Deux des terroristes se font exploser, le troisième est abattu par les forces de l'ordre. 89 personnes trouvent la mort dans la salle de concert. Au total ce sont huit hommes qui ont été les acteurs de terrain de ces attaques sanglantes. Parmi eux cinq français âgés entre 20 et 31 ans. Au moins un de ces terroristes était visé par une fiche S des services de renseignement pour risque de radicalisation islamiste. L'AFP a indiqué mardi 17 novembre que la voix revendiquant l'attaque par communiqué diffusé sur internet a été identifiée comme étant celle de Fabien Clain, Réunionnais de 37 ans, converti à l'islam dans les années 1990 et radicalisé dans les années 2000. Il serait en Syrie l'un des mentors des quelques 800 Français et Belges partis faire le djihad.

TERRORISME

Faux passeports, vrai danger ?

Dans un premier temps, et contrairement à l'Hexagone sous le coup d'une " *menace immédiate* ", l'état d'urgence pris le 14 novembre pour 12 jours n'était pas déclaré outre-mer après les attentats à Paris. Le syndicat S.G.P. Police FO a demandé sa mise en place, estimant, notamment après l'arrestation à Saint-Martin samedi 14 novembre de trois Syriens munis de faux passeports grecs, que nos territoires ne sont pas à l'abri du terrorisme. La Préfecture de Saint-Martin privilégie le scénario d'une immigration illégale. Mardi 17 novembre le ministère des Outre-mer (MOM) a annoncé qu'au moment où " *l'état d'urgence s'inscrit dans la durée et sera prolongé pour trois mois dans une loi soumise au Parlement... le Gouvernement a décidé d'étendre l'état d'urgence à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, la Réunion, ainsi que Saint-Barthélemy et Saint-Martin* ". Pour rendre la mesure effective et faire la jonction avec la loi, au moment où nous bouclons cette édition le MOM indique " *qu'un second décret est pris, et entre en application le 18 novembre minuit* ".

RADICALISATION

Pourquoi la Guadeloupe est concernée ?

Le carnage perpétré à Paris le vendredi 13 novembre dernier concerne de bien près la Guadeloupe. Pas seulement en vertu de la solidarité citoyenne ou plus largement humaine qui conduit à, ici observer des minutes de silence, là organiser une marche de soutien, ou encore dans les établissements scolaires à sensibiliser les élèves et renforcer la culture. Mais aussi par la problématique que pose le phénomène, à savoir d'éventuels candidats guadeloupéens au djihad.

Bien sûr, n'importe quel Guadeloupéen peut être victime d'un tel attentat à Paris. Le quartier visé par les terroristes est d'ailleurs très fréquenté par les originaires d'outre-mer.

Mais cette dimension en dépit du sentiment douloureux et triste qu'elle charrie est marquée du signe de l'aléatoire. C'est déjà fort ennuyeux, mais il y a pire. Nombre de jeunes Guadeloupéens vivant surtout dans la banlieue parisienne se sont déjà laissés séduire par le discours salafiste et les prêches sulfureux des imams de quartiers. Il faut dire que le terreau est fertile. Illettrisme, délinquance et souvent absence totale d'éducation religieuse sont le lot commun des nouveaux convertis. Pis, quelques Guadeloupéens se sont déjà radicalisés pour employer la terminologie d'usage, certains ont fait le voyage en Syrie. D'ici à ce qu'une tragédie semblable à celle de Paris et Saint-Denis survienne en Guadeloupe, il y a encore de la marge. La Guadeloupe est moins symbolique que Paris ou n'importe quelle ville de l'Hexagone aux yeux des terroristes qui cherchent avant tout à médiatiser leurs crimes, mais tout de même, les ingrédients sont là. D'autant qu'on peut entrer en Guadeloupe encore plus facilement que dans l'Hexagone. Par voie maritime notamment.

GLOSSAIRE

Fichée S

Ils font l'objet d'une attention particulière en raison de leur fichage à la demande de la Direction générale de la sûreté intérieure (DGSI). Plusieurs

individus, dont des Guadeloupéens, sont visés par une fiche S. S pour " atteinte à la sûreté de l'État ". Une fiche S tout comme celle qui concernait Omar Ismaïl Mostefaï, l'un des terroristes qui a ensanglanté Paris ce vendredi 13 novembre, mais aussi les frères Kouachi et Amedy Coulibaly auteurs des attentats de janvier notamment contre Charlie Hebdo.

Non pas qu'être fiché S signifie forcément être lié à des activités terroristes. Les personnes fichées S peuvent tout aussi bien être considérées comme menaces pour la sécurité publique ou la sûreté de l'État en raison d'activités liées au terrorisme qu'en raison de leur activité politique ou de leur activisme. Cette fiche créée en 1969 fait partie du Fichier des Personnes Recherchées (FRP) qui regroupe plus de 400 000 noms répartis dans 21 catégories classées par lettre : " M " pour les mineurs en fugue " T " pour ceux auxquels le fisc s'intéresse, " V " pour les évadés... À l'exception des fiches " J " et " PJ ", qui ciblent des personnes recherchées par la justice ou la police, les fiches, y compris " S ", n'entraînent aucune action automatique de coercition à l'encontre d'une personne. Être fiché S signifie qu'en fonction du niveau d'échelon (il en existe 16), les déplacements de l'individu fiché sont signalés.

- Orly- Pointe-à- Pitre

Un jour à l'aéroport

Métissé, muni d'un passeport allemand, un nom à sonorité guadeloupéenne, la petite vingtaine, dreads locks jusque dans le bas du dos, un homme se fait repérer il y a environ un mois au départ d'Orly pour Pointe-à-Pitre. C'est qu'il proteste face à la police qui lui demandait de passer à la fouille. " Je ne suis pas terroriste, vous devriez plutôt fouiller les poseurs de bombe " assène-t-il. Le contrôle révèle qu'il est fiché S. Il finira par se soumettre à la fouille et embarquer à destination de Pointe-à-Pitre.

ATTENTATS

Les mesures mises en œuvre en Guadeloupe

L'état d'urgence devrait s'inscrire dans la durée et sera d'application en

Guadeloupe par décret au 18 novembre minuit par extension du décret pris le 14 novembre. L'état d'urgence permet, dans un contexte de trouble grave à l'ordre public, au préfet de prendre des mesures renforcées pour préserver l'ordre public et prévenir de nouveaux attentats terroristes.

L'autorité administrative peut :

- restreindre la liberté d'aller et venir en instaurant des zones de protection ou de sécurité particulières, ou en interdisant la circulation dans certains lieux (couvre-feu)
- Interdire le séjour dans certaines parties du territoire à toute personne susceptible de créer un trouble à l'ordre public
- Réquisitionner des personnes ou moyens privés
- Interdire certaines réunions publiques ou fermer provisoirement certains lieux de réunion
- Autoriser des perquisitions administratives en présence d'un officier de police judiciaire
- Assigner à résidence toute personne dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre public.

Le plan Vigipirate est renforcé dans le département. Les contrôles aux points d'entrée et de sortie du territoire sont renforcés et la surveillance intensifiée à proximité des lieux stratégiques et aux abords des points sensibles, ceux accueillant notamment du public ainsi que les bâtiments officiels.

INTERVIEW

Hippomène Léauva : « Je ne me reconnais pas dans l'islam radical »

Hippomène Léauva : Tout d'abord, je dois dire que je suis très peiné et touché de ce qui arrive au peuple français. Mais il faut aussi que les Français interrogent leurs élus et que ces derniers les informent sur ce qu'est réellement Daesh ? Qui les financent ? Quels sont leurs objectifs

réels etc. Rappelez-vous aussi qu'au début de toute cette affaire, quand le nom de Daesh est apparu dans les médias pour la première fois, la France avait décidé d'intervenir en Syrie. Dans son objectif de combattre Bachar el-Assad elle n'a pas hésité à armer les rebelles au régime syrien. Comme on dit chez nous c'est du " Kod a yanm' ka maré yanm ", un retour de bâton en quelque sorte.

Le Courrier de Guadeloupe : Craignez-vous des répercussions locales pour les musulmans ?

HP : Je suis musulman et un musulman pratiquant dont la religion prône l'amour, le respect, la tolérance, la rigueur. Je ne me reconnais pas dans ce que l'on désigne sous le terme " islam radical ". Même mon chien fait partie de ma famille alors la possibilité que ma religion prêche la destruction de vies humaines est nulle.

LCG : Pourquoi les gens ont-ils autant peur de l'islam ?

HP : Je crois que ce qui dérange chez le musulman c'est qu'il a un mode de vie qui est anti-consumériste et qui ne s'adonne pas par exemple à la consommation d'alcool. C'est sûr que cela dérange tous ceux qui au contraire font le chiffre d'affaires des grandes surfaces ou se vautrent dans toutes les beuveries organisées ici. Mais les conversions continuent. En France, le Coran est partout en rupture de stock.

LCG : Que diriez-vous à vos compatriotes Guadeloupéens ?

HP : Je refuse de parler Islam avec ceux qui ne connaissent pas ma religion. Il y a un livre simple qui s'appelle le Saint Coran. Un livre qui ne se lit pas mais s'étudie. Le jour où quelqu'un y trouvera un passage où il est clairement ordonné de couper la tête à un type d'individus, on pourra discuter mais pour l'heure je m'en abstiens.

CONTRIBUTION

Horror, Error

Chacun des crimes abjects qui ont été commis, vendredi 13 novembre 2015 à Paris et à Saint-Denis, misères de ce temps, comme l'hyperbole de

toutes les horreurs dont ont été capables, coupables, au cours de la longue histoire des crimes impunis, les représentants de l'espèce des bipèdes aptères que, par on ne sait quel effrayant malentendu, l'on nomme " *êtres humains*". Inexplicables, ces crimes dont nous ne parvenons pas à expliquer les causes, tant ils sont épouvantables, monstrueux – victimes sans défense, aux mains nues, abattues sous les tirs en rafales des kalachnikovs – excèdent les facultés rationnelles.

Les crimes perpétrés franchissent les frontières de la raison raisonnante, ils surviennent, exorbitant aux lois de la religion et aux règles de la morale, aux confins des territoires du bien et du mal, en deçà et au-delà du bien et du mal. La question qui se pose à nous, au-devant de l'évidence synonymique de la souffrance, de la douleur et du mal, est celle de la disjonction des effets et des causes, de leur disproportion, de l'irrationalité du mal agi comme du mal subi ! C'est bel et bien la question qu'a su poser Hannah Arendt à l'échelle du mal absolu que fut la Shoah et, ajouterai-je, du mal absolu que fut la traite des nègres aux îles d'Amérique. "*Banalité du mal*", osa objecter Hannah Arendt. À raison.

Selon le sens commun, les crimes odieux dont, à la date du vendredi 13 novembre, nous sommes inconsolables, n'ont rien de banal : monstrueux, ils semblent faire exception. Et pourtant, au Nord comme au Sud, d'Est en Ouest, règne l'ordre de l'horreur. Aux États-Unis, à Charleston, il y a peu, huit paroissiens sont abattus par un militant de la suprématie blanche ; en France, le vendredi 26 juin, attentat en Isère, la victime décapitée, retrouvée sur place, était l'employeur du meurtrier ; en Afrique, au Nigeria sous la férule de Boko Haram, en Syrie, en Afghanistan, en Irak, en mer Méditerranée où des centaines de milliers d'émigrants de la peur et de la faim s'agrippent aux bastingages des bateaux fantômes, pour y mourir. Naguère, l'anéantissement des tours de Manhattan. À Paris, au mois de janvier, l'extermination de Charlie Hebdo. N'était-ce pas, à chaque fois, déjà, une apocalypse ?

Comment arrêter la guerre ? Comment la vie pourrait-elle triompher de la mort ? Que faire pour que nous gardions, à l'inverse, l'espérance qu'advienne l'humanité comme le fruit mûr, à la bonne saison, récolte la fleur.

*Roger Toumson est universitaire et écrivain

ANALYSE

Pourquoi la France est-elle dans le viseur des salafistes ?

Depuis l'irruption du terrorisme au cœur même de la capitale française, des doigts accusateurs sont pointés sur François Hollande. L'implication de la France en Syrie dont il est tenu pour responsable apparaît à tous comme la source des récents malheurs. Mais le raccourci est simpliste. Certes, le conflit syrien est pour quelque chose dans ce drame national, mais pas uniquement. Armer depuis quelques années des hommes présentés comme rebelles à un régime auquel la France est hostile, c'était aussi courir le risque que se glissent parmi eux quelques fondamentalistes toujours prêts à en découdre avec le grand " satan " et ses alliés directs.

Le colonialisme

Pour parler des antécédents, il faut souligner que la France est le pays d'Europe qui a le moins bien géré la décolonisation de son ancien empire. Via ses ONG, elle prétend encore apporter la civilisation à ceux qui entre-temps on fait le choix d'être leur propre lumière et ne goûte plus la plaisanterie. Il faut aussi mentionner que l'universalisme démocratique venu d'Occident est fustigé parce que tout comme le colonialisme, il s'installe dans ces pays souvent dans la contrainte et ne se solde que par le maintien du modèle européen dominant sur le reste du monde. La persistance à vouloir imposer des références issues d'un monde judéo-chrétien incite encore plus les ultras à se draper dans les pages du Coran.

L'Otan

Mais pour mieux comprendre l'élément déclencheur de cette haine anti-française, il ne faut pas passer sous silence, la rupture marquée par l'adhésion de la France à l'Otan. Un acte qui a semble-t-il accentué la détestation de la France car depuis, le pays est de tous les conflits impliquant l'organisation nord atlantique. Ce fut le cas pour la Lybie, mais aussi en Syrie. Cette adhésion, le général de Gaulle et tous ses successeurs, avant Nicolas Sarkozy, s'y étaient refusés. Car ils y voyaient

le risque, d'une surexposition de la France aux menaces de représailles. De nos jours, cette menace est salafiste, fondamentaliste, multiforme, flexible, très mobile, très disparate et rhizome, désormais jusqu'au cœur de l'Afrique. Cette adhésion a aussi érodé tous les contours de la diplomatie française plus axée anciennement sur le dialogue et la négociation. L'image d'une France terre de liberté et des droits de l'homme en a pris un coup quand elle s'est mise à agir aux côtés de ceux dont elle tempérait jadis les ardeurs belliqueuses. Les ennemis d'aujourd'hui gardent un faisceau de rancunes. L'escalade dans la violence terroriste à Paris démontre que nous sommes bien loin des attentats de la station Saint Michel et son faible nombre de victimes.

Daesh et sa nébuleuse voient désormais très grand, et très impressionnant. L'ennemi frappe désormais très fort et surtout là où il n'est pas attendu. Toute présence française sur ce globe peut donc comme l'indique leur communiqué revendicatif, être une cible. N'ont-ils d'ailleurs pas attenté à la vie d'un français guide de haute montagne dans les massifs algériens ? Fort heureusement, les services secrets français, parmi les meilleurs au monde, ne se laisseront pas pour autant compter. Et la Guadeloupe dans tout cela ? Notre insularité ne pourrait être considérée comme un rempart quand on peut y pénétrer sans trop de difficultés. Mais c'est peut-être de l'intérieur qu'il faudra veiller au grain. C'est là un dossier épineux car les salafistes comptent surtout sur leurs réseaux intérieurs pour frapper la France.

TÉMOIGNAGE

“ L’ambiance est très bizarre... Mais ça ira “

Ami frère de Stéphane Charbonnier alias Charb - avec lequel Le Courrier de Guadeloupe avait entamé une collaboration en novembre 2014- et Bernard Verlhac alias Tignous assassinés à Charlie Hebdo en janvier 2015, Faujour que vous connaissez au travers de ses dessins de presse pour Le Courrier de Guadeloupe livre un témoignage où l'inconnu devient un proche, où la chance côtoie la douleur.

“J’ai quitté Paris jeudi dans la nuit pour revenir en Bretagne m’occuper de mes parents. J’ai traîné tous les jours précédents à Bastille, Voltaire, Parmentier, Charonne... mon quartier de prédilection. Le QG de ma fille “

Le Carillon " rue Bichat a été le premier à être mitraillé. Coup de bol elle est en Argentine. Mais trois de ses copains ont été touchés dans le bar " La Belle Équipe " rue de Charonne. Jessica est actuellement dans le coma avec trois balles dans la jambe, son autre amie a été amputée du pied, quant au 3ème, Victor, il a été tué. Il avait 25 ans...

De mon côté Jérémy, un pote de batucada (ndlr : genre musical du Brésil joué avec les percussions traditionnelles), a perdu sa femme et la mère de cette dernière au Bataclan. Et mon copain batteur Taffany a pris une balle dans l'épaule au même endroit. Les six autres personnes que je connaissais et qui y étaient s'en sont toutes sorties vivantes mais terriblement choquées par ce qu'elles ont vu et vécu. Je dois avouer que dix mois après la mort de Charb et Tignous, c'est très lourd tout ça... L'ambiance est très bizarre... Mais ça ira. "

DRAMA

Attentats de Paris, la classe politique solidaire

Quelques heures à peine après les attentats, **Victorin Lurel** faisait part de sa vive émotion en parlant de " *scènes de guerre insoutenables* ". L'ancien ministre invite le pays à " *afficher son unité, refuser de céder à la terreur, dire non à l'obscurantisme et aux atteintes de toutes sortes à nos libertés fondamentales de même qu'aux valeurs de la République* ". Celui qui était le plus prompt à réagir appelait, dès le 13 novembre, les Guadeloupéens à une marche silencieuse dans les rues de Pointe-à-Pitre et invitait les formations politiques à une trêve dans la campagne des régionales.

Laurent Bernier parlera de " *folie meurtrière des fous de Dieu* " pour dénoncer ces attaques. Jacques Gillot a appelé à l'unité face au " *bras aveugle de la terreur (qui) a meurtri des innocents* ". De son côté **Ary Chalus** a indiqué " *que ses pensées vont vers les victimes, leurs proches mais aussi les fonctionnaires de police et de secours* ".

Alain Plaisir, candidat aux régionales invitera les leaders politiques de l'Europe et du monde à créer les conditions pour lutter contre toutes formes de barbarie. Ces attaques au cœur de Paris " *continuent de nous*

*interpeller, de nous faire réagir et nous poussent à réfléchir “, écrira **Mélina Seymour** d’Ambition Guadeloupe. **Combat Ouvrier** reprend à son compte le communiqué de Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière. Le parti trotskiste exprime son émotion et sa solidarité avec les victimes et leurs familles mais ne s’associe pas à l’État français et aux dirigeants politiques du pays. Pour LO - et donc pour Combat Ouvrier - “ *ceux-ci ont une large responsabilité dans les guerres qui ensanglantent aujourd’hui le Moyen-Orient, des guerres dont Paris a eu, hier soir, un écho sanglant* “. Il fallait bien une voix discordante dans ce concert d’unité nationale !*

LES HOMMAGES

▪ Attaques terroristes

Le vibrant discours de George Pau-Langevin

” L’heure est aux larmes. L’heure est au recueillement. Elle est aussi déjà à la riposte. L’heure est au chagrin. Elle est déjà aussi à la colère. ” C’est par ces mots que George Pau- Langevin a tenu à s’exprimer officiellement après les attentats du 13 novembre qui ont endeuillé la France entière. Lundi 16 novembre, la ministre des Outre-mer est apparue à la tribune de son ministère, pour s’exprimer sur la situation : *“ Ce n’est pas d’une guerre entre les civilisations dont il s’agit. C’est d’une guerre pour la civilisation “*, a-t-elle affirmé. *” D’autres attaques surviendront, ne nous illusionnons pas sur la question “*, a estimé George Pau-Langevin: *” Ce sont des années difficiles qui s’annoncent pour notre pays. Des années où le sang peut être versé. Mais La France protégera sa liberté. La France traversera ce chaos. La France sortira victorieuse de cette terrible épreuve. Plus grande. Plus forte. Plus fière. ”*

▪ Attentats du 13 novembre

L’hommage de Borel-Lincertin aux victimes

” L’océan qui nous sépare de l’Hexagone n’est en rien un rempart, surtout quand c’est le cœur même du pays et son vivre-ensemble qui sont ciblés. ” Lundi 16 octobre, Josette Borel- Lincertin, avait tenu à rendre un

hommage solennel aux victimes : " *La France est en deuil. La tragédie qui a frappé au cœur de Paris vendredi soir nous a tous touché : Français de l'Hexagone, Français des outre-mer, Français de l'étranger* ", a déclaré Josette Borel-Lincertin, affirmant que : " *Nous tous qui avons de la famille et des amis en Ile-de-France, nous avons vécu ces attaques comme si elles avaient eu lieu tout près de nous, sur notre sol, en face de chez nous.* " Quelques heures plus tôt, le conseil départemental avait annulé l'ensemble des manifestations prévues le week-end du 13 novembre et annonçait la fermeture de l'ensemble des sites départementaux.

▪ **Solidarité nationale**

La main tendue de Jacques Bangou

En amont de la grande marche blanche organisée mercredi 18 novembre à Pointe-à- Pitre, en réaction aux attentats de Paris, le maire de la ville, Jacques Bangou avait tenu à mobiliser les forces vives de Guadeloupe pour participer à cette manifestation d'hommage. Dans un courrier adressé lundi 16 novembre à Patrick Karam, président du CREFOM, et relayé sur les réseaux sociaux, le maire de Pointe-à- Pitre n'a pas manqué d'appeler à l'unité face aux événements : " *Nous souhaitons que quelles que soit nos étiquettes politiques, nos appartenances religieuses, nos inclinaisons philosophiques, nos origines, tous solidaires, nous fassions front face à la barbarie, que nous manifestions notre solidarité avec les victimes, leur famille, et notre soutien à la ville de Paris.* " Le soutien de Pointe-à-Pitre à la maire de Paris Dans une lettre adressée, lundi 16 octobre, à la maire de Paris, Anne Hidalgo, le maire de Pointe-à-Pitre, a exprimé " toute sa solidarité " après les attentats terroristes qui ont ensanglanté la France vendredi 13 novembre. " *Je tiens à te dire au nom de notre population, au nom du conseil municipal le soutien qui est le nôtre et te faire part de notre mobilisation.* "

▪ **Massacre au Bataclan**

La tristesse des musiciens de Kassav'

Ils y avaient donné un concert l'an dernier et y allaient fréquemment en tant que spectateurs... Les membres de Kassav' étaient des familiers de la salle de concert parisienne du Bataclan, théâtre de la prise d'otage

meurtrière du 13 novembre. Lundi 16 novembre, sur son compte Facebook, le chanteur de Kassav', Jean Philippe Marthély, s'est dit " *désemparé par ces événements qui ne laissent pas seulement les familles endeuillées dans le désarroi mais tout un monde.* " Depuis Paris, il a tenu à adressé un message de soutien chargé d'émotions : " *Prenez soin de vous et veillons à ce que nos enfants suivent le chemin que nous leur avons indiqué... le droit, le bon. Dieu vous garde* " a-t-il écrit dans un post relayé sur les réseaux sociaux.